

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE – BANQUE

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 20 988 296 Euros
Siège Social : 1, rue du Dôme 67003 STRASBOURG CEDEX
568 501 282 R.C.S. STRASBOURG – APE 6419Z

Exercice du 1er janvier au 31 Décembre.

Documents comptables annuels approuvés
par l'assemblée générale ordinaire du 20/05/2026

Les comptes sociaux et l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été approuvés sans modification par l'Assemblée Générale Ordinaire et du 20 Mai 2026.

A. — Comptes sociaux

I. — Bilan social 31 décembre 2025.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	Net	Net
		31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques Centrales, CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	A1	288 642	258 398
Opérations avec la clientèle	A2	6 995 980	6 826 253
Obligations et autres titres à revenu fixe	A3		
Actions et autres titres à revenus variables			
Participations et autres titres détenus à long terme	A4	968	154
Parts dans les entreprises liées	A4	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	A5	16 357	15 281
Immobilisations corporelles	A5	3 131	3 190
Capital souscrit non appelé			
Actions propres			
Autres actifs	A6	11 256	4 865
Comptes de régularisation	A7	4 117	4 801
Total de l'actif		7 320 450	7 112 943

Passif	Notes	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Banques Centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	P1	6 164 353	6 110 631
Opérations avec la clientèle	P2	666 371	528 714
Dettes représentées par un titre	P3		
Autres passifs	P4	19 373	14 209
Comptes de régularisation	P5	14 210	10 917
Provisions	P6	4 820	3 704
Dettes subordonnées		71 016	71 010
Fonds pour risques bancaires généraux	P7	19 036	19 036
Capitaux propres hors FRBG			
Capital souscrit	P8	20 988	20 988
Primes d'émission	P8	30 150	30 150
Réserves	P8	300 402	277 647
Ecart de réévaluation	P8		
Provisions réglementées et subvention d'investissement	P8		
Report à nouveau	P8	0	20 634
Résultat de l'exercice		9 731	5 304
Total du passif		7 320 450	7 112 943

Hors-bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés :	HB		
Engagements de financement		78 087	69 987
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			
Engagements en faveur des établissements de crédits		982 548	691 916
Engagements reçus :			
Engagements de financement		25 000	25 000
Engagements de garantie		6 288 030	6 136 924
Engagements sur titres			
Engagements sur instruments financiers à terme		1 625 000	1 090 000
Opération de couverture			
		8 998 664	8 013 828

II. — Compte de résultat social au 31 décembre 2025

		Notes	31/12/2025	31/12/2024
+	Intérêts et produits assimilés	R1	220 304	200 897
-	Intérêts et charges assimilées	R1	162 323	148 723
+	Produits sur Opérations de crédit-bail et assimilées			
-	Charges sur Opérations de crédit-bail et assimilées			
+	Produits sur Opérations de location simple			
-	Charges sur Opérations de location simple			
+	Revenus des titres à revenu variable	R2		
+	Commissions (produits)	R3	9 279	7 641
-	Commissions (charges)	R3	2 241	2 441
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement			
+	Autres produits d'exploitation bancaire	R4	6 032	6 642
-	Autres charges d'exploitation bancaire	R4	1 133	1 298
	Produit net bancaire		69 918	62 717
-	Charges générales d'exploitation	R5	38 217	35 778
-	Dotations aux amortissements & provisions sur immobilisations incorporelles & corporelles	R6	3 415	2 947
	Sous-total		-41 632	-38 725
	à déduire charges refacturées		263	174
	Total net		-41 369	-38 550
	Résultat brut d'exploitation		28 549	24 167
+/-	Coût du risque	R7	-13 811	-14 843
	Résultat d'exploitation		14 737	9 324
+/-	Gains/pertes sur actifs immobilisés	R8	-84	-5
	Résultat courant avant impôt		14 653	9 319
+/-	Résultat exceptionnel	R9	0	0
-	Impôt sur les bénéfices	R10	4 922	4 014
+/-	Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées			
	Résultat net		9 731	5 305

Résultat de 9 731 K€ en 2025 dont 10 254 K€ pour la France et -523 K€ pour la Belgique

Résultat de 5 305 K€ en 2024 dont 5 474 K€ pour la France et -170 K€ pour la Belgique

III. — Annexe aux comptes sociaux (CFCAL-Banque-Banque)**Principes comptables et méthodes d'évaluation**

La présentation des comptes annuels de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque (CFCAL-Banque) est faite en conformité avec le règlement ANC 2014-03 modifié par des règlements postérieurs, notamment le règlement n°2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-03 modifié par des règlements postérieurs, notamment le règlement 2023-03 du 7 juillet 2023, qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

Faits marquants de l'exercice

L'année 2025 a été marquée par :

- Un contexte de taux volatile sur les marchés financiers maintenus à des niveaux élevés, affectant le coût de refinancement du CFCAL
- Une dynamique de production qui poursuit sa progression malgré un marché de l'immobilier résidentiel encore attentiste et une évolution de notre mix-produit
- La confirmation du succès commercial de nos produits d'Epargne lancés fin 2023
- Lancement de deux nouveaux produits sur la fin d'année :
 - o Investys VIE : Financement de SCPI avec assurance Vie en garantie
 - o Hypo Soulte : dédié aux financements de rachats de soulté
- Mise à jour loi de Remboursement Anticipée : l'unique loi historique applicable à l'ensemble des gammes se décline désormais par gamme
- Nouvelle méthodologie provisionnement du coût du risque B3
- Cession de créances NPL (prêts non performants) : 3 portefeuilles cédés pour un encours de 13,5M€

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes.

Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations au titre du risque de crédit
- des dépréciations des titres à revenu variable
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux états financiers
- et de la détermination des provisions pour risque et pour couverture des engagements sociaux.

1. Créances

Présentation.

Les crédits à la clientèle et les créances sur les établissements de crédit sont enregistrés à l'actif du bilan pour leur valeur débloquée sous la rubrique « opérations avec la clientèle » et « créances sur les établissements de crédit », les fractions non encore versées étant portées en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-03, les frais de transactions - pour CFCAL les commissions d'ouverture de compte et les commissions versées aux apporteurs d'affaire - sont étalés sur la durée de vie effective des prêts via le TIE. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

CFCAL-Banque applique le règlement ANC 2014-03 pour le traitement comptable du risque de crédits.

Aussi les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont ainsi déclassés en encours douteux compromis ceux pour lesquels les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. Les garanties sont prises en compte dans l'appréciation du caractère compromis de la créance.

Dans notre établissement, les encours restructurés à des conditions hors marché ne sont pas significatifs.

Les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis ainsi que les intérêts sur les échéances impayées. Par ailleurs, la comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Le retour en sain est automatique après une période probatoire de 3 mois dès lors qu'il ne subsiste plus aucun critère d'éligibilité au déclassé réglementaire. Concernant les crédits restructurés le retour en sain n'est possible qu'au bout de 12 mois (délai réglementaire). La probation est portée à 24 mois pour les contreparties d'un plan/recommandation de surendettement à partir de la mise en place du plan.

Risque de crédit et constitution des dépréciations. — Une créance est considérée comme douteuse lorsqu'elle présente un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel et qui répondent à l'une des 2 conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits ;
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Les encours du CFCAL sont classés quotidiennement par un système automatique selon les événements liés au traitement des dossiers et de leurs échéances.

Le principe de contagion est appliqué, la classification en créances douteuses d'un encours entraîne le transfert vers les créances douteuses de l'intégralité des engagements à l'encontre d'un même client.

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Le CFCAL-Banque applique le règlement ANC 2014-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit. Les provisions permettant de couvrir les pertes prévisionnelles sur les créances douteuses sont évaluées selon la méthode d'actualisation des flux prévisionnels.

Le déclassement d'une créance en défaut déclenche une provision automatique pour dépréciation, calculée à chaque arrêté mensuel. Le système estime une perte prévisionnelle pour le dossier en tenant compte, le cas échéant, de la valeur de la garantie et l'enregistre comme provision individuelle de la créance. Parmi les dossiers en défaut gérés en contentieux, certains sont identifiés comme des « affaires spéciales » (cas d'assignations en justice, d'incertitude sur la garantie, etc.) nécessitant de reprendre la main sur le calcul de la provision. L'agent gestionnaire enregistre dans ce cas une provision manuelle pour créance douteuse qu'il détermine en fonction des éléments du dossier.

Cette provision est révisée à minima trimestriellement.

Les dotations nettes de reprises des provisions, et les créances passées en pertes sur l'exercice, nettes des récupérations sur créances amorties, constituent le coût du risque sur opérations de crédit au compte de résultat, à l'exception des provisions, reprises de provision, pertes sur créances irrécupérables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses intégrées au PNB.

Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

Pour une prise en compte économique du risque de contrepartie dans les comptes sociaux du CFCAL, des provisions sont constituées sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit permettant d'établir que statistiquement une partie non encore identifiée de ces contreparties présentent un risque de pertes avérées.

Le stock de sûretés hypothécaire du CFCAL fait l'objet d'une revue et d'une revalorisation annuelle, la valeur vénale des biens pris en garantie étant ajustée de l'évolution indicielle des prix de l'immobilier. L'estimation des valeurs vénales peut être le cas échéant prudemment ajustée afin de tenir compte des incertitudes du marché de l'immobilier résidentiel.

2. Portefeuille de titres.

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par le règlement ANC 2014-03.

La répartition des titres entre les 4 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement et titres de l'activité de portefeuille), est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres.

CFCAL-Banque ne détient pas de portefeuilles d'investissement, de transaction, ni de titres de l'activité de portefeuille.

Les « autres titres détenus à long terme » sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité. Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Au 31 décembre 2025, le CFCAL-Banque détient pour 968K€ de certificats d'associés. Les certificats d'associés au Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) constituent un titre de capital à durée indéterminée, sans droit de vote et sans droit sur les réserves du FGDR. Ils relèvent des titres de participation dans le bilan des banques.

3. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués majoritairement sur le mode linéaire (mis à part pour le matériel informatique où l'amortissement est dégressif).

Le CFCAL-Banque applique l'approche par composant. Elle consiste à amortir distinctement les éléments significatifs d'une immobilisation prise dans son ensemble. Si certains de ces éléments ont un même plan d'amortissement (durée et mode) ils peuvent toutefois être regroupés pour déterminer la charge d'amortissement.

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3).

La méthode de préférentielle en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est appliquée. Ainsi, toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées ; les dépenses ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont quant à elles comptabilisées en charges.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ».

Plus et moins-values de cession

Les résultats nets de cession figurent au niveau du produit net bancaire sous la rubrique « Autres produits ou autres charges d'exploitation bancaire » pour les immobilisations hors exploitation et en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » pour les immobilisations d'exploitation.

Les durées d'amortissement applicables, par grandes catégories de composants sont les suivantes :

Jusqu'au 31/12/2023			A compter du 01/01/2024	
Catégorie	Commentaires	Durée actuelle		Durée proposée
Gros oeuvre	Bâtiments des CCM et des services centraux	25 à 50 ans	➡	25 à 50 ans
Clos et couverts	Ensembles de constructions.	25 ans	➡	25 ans
Lots techniques	Installations techniques particulières	20 ans	➡	20 ans
Agencements	Utilisation adaptée des bâtiments administratifs et des caisses locales	3 à 10 ans	➡	15 ans
Mobilier	Mobilier de bureau & divers	10 ans	➡	10 ans
Matériel électronique	Sécurité, informatique et serveurs	3 à 5 ans	➡	3 à 10 ans
Logiciels créés ou acquis	Logiciels	3 à 5 ans	➡	3 à 8 ans

A noter que :

- L'amortissement des développements informatiques est basé sur la durée d'utilisation.
- Les logiciels créés, sont amortis sur 8 ans concernant le Core Banking et les autres sur 5 ans en linéaire.
- Les logiciels acquis, sont amortis sur 3 ans, voir 5 ans pour les logiciels innovants.

4. Stock des immeubles acquis par adjudication

Au 31 décembre 2025, le CFCAL-Banque détient un stock de 21 biens acquis par adjudication pour un montant total brut de 1 593 K€..

5. Dettes représentées par un titre

Le CFCAL-Banque n'a plus depuis mai 2020 de BMTN et d'obligations.

6. Dettes envers les établissements de crédit

— **Dettes à terme** : Au 31/12/2025, le CFCAL-Banque détient 336 emprunts interbancaires avec le Crédit Mutuel ARKEA (dont 71 emprunts interbancaires concernant l'activité de la succursale belge de CFCAL-Banque) pour un total de 6 175 287K€.

A noter que, parmi l'ensemble des emprunts souscrits, figurent 2 contrats relatifs à des emprunts Senior Non Preferred (SNP)/Tier2 dont les montants ont été replacés à taux variable respectivement à hauteur de 124 000K€ et 71 000K€.

Leurs montants nominaux figurent au passif du bilan dans la rubrique « Dettes envers les établissements de crédit » (voir note P1) à l'exception de l'emprunt Tiers 2 qui figure au sein des dettes subordonnées pour son capital soit 71 000K€.

L'emprunt SNP est lui bien considéré comptablement comme « Dettes envers les établissements de crédit »

Les intérêts relatifs sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

7. Créances envers les établissements de crédit

— **Prêts à terme** : Au 31/12/2025, le CFCAL-Banque détient 2 prêts à terme vis-à-vis du Crédit Mutuel ARKEA pour un total de 195 000 K€ (cf. note précédente)

Son montant nominal figure à l'actif du bilan dans la rubrique « Créances sur les établissements de crédit » (voir note A1).

Les intérêts relatifs sont comptabilisés en produits d'intérêts pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

8. Provisions pour risques et charges.

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque a constaté au passif de son bilan des provisions, nettement précisées quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours rendent probables conformément au règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Au 31/12/2025, ces provisions regroupent essentiellement :

- les provisions pour litiges : Elles couvrent les assignations auxquelles le CFCAL-Banque doit faire face dans le cadre de son activité. Le montant de ces provisions au 31/12/2025 s'élève à 3 397 K€.
- les provisions pour engagements sociaux : CFCAL applique la recommandation n° ANC 2014-03 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnels ».

Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

- les provisions pour engagements de retraite :

Evaluation actuarielle au 31 décembre 2025 des engagements sociaux

Les engagements de retraite sont déterminés par la société SURAVENIR filiale du groupe ARKEA sur la base d'un taux d'actualisation de 4.17 % (contre 3.57% au 31/12/2024) communiqué par le groupe Crédit Mutuel Arkéa.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation.

Le groupe CFCAL enregistre intégralement les écarts actuariels en résultat net.

Pour les primes d'ancienneté, les écarts actuariels doivent être reconnus immédiatement en charge de la période (il s'agit d'un régime de type « autres avantages à long terme »).

- Fonds pour risques bancaires généraux : Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique « dotations, reprises des fonds pour risques bancaires généraux ».

Les derniers mouvements sur ce fonds datent de 2006.

Au 31 décembre 2025, le Fonds pour Risques Bancaires Généraux s'élève à 19 036 K€.

9. Congés payés pendant les arrêts maladies.

Pour rappel, le 13 septembre 2023 la Cour de cassation a rendu trois arrêts modifiant les obligations des entreprises en matière de congés payés, avec application immédiate. La Cour de cassation a jugé que les dispositions du Code du travail étaient en contradiction avec la réglementation européenne qui prévoit un droit à congés payés sans distinguer les causes d'absence.

Ainsi, depuis les arrêts du 13 septembre :

- les salariés en arrêt maladie ou en arrêt pour accidents non professionnels acquièrent des congés payés pendant leur période d'arrêt de travail,
- les salariés en arrêt à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle acquièrent des droits à congés payés pendant toute la durée de leur période d'arrêt de travail, sans limitation, contrairement au droit du travail actuel qui limite cette acquisition à la première année d'arrêt.

Le CFCAL a bien pris en compte ces paramètres pour le calcul de la provision congés payés.

10. Sur-commissionnement versées aux IOBSP

Le groupe CFCAL-Banque paie des commissions supplémentaires à ses courtiers en fonction de l'atteinte d'indicateurs de qualité.

Depuis l'exercice 2012, ces sur-commissions sont étalées en french dans le résultat net.

Elles sont projetées lors de la négociation des objectifs avec les courtiers, font l'objet d'estimation et sont intégrées dans le calcul du TIE.

En fin d'année, lorsque ces sur-commissions sont régularisées et dans le cas où elles diffèrent des montants estimés à l'origination des prêts, la valeur comptable brute des prêts est recalculée et l'écart de valeur actualisée est comptabilisé au P&L (catch up method).

11. Indemnités de remboursement anticipé.

Les indemnités perçues depuis le 1^{er} janvier 2005 sont immédiatement comptabilisées dans le PNB.

12. Instruments financiers à terme

Dans la continuité de 2024, CFCAL a piloté son impasse de taux par la mise en place de 11 opérations de swaps ventilées comme telles :

- 7 Swaps prêteurs pour un total de 355M€
- 4 Swaps emprunteurs pour un total de 330 M€

Et souscrits sur des maturités allant de 1 à 14 ans.

L'ensemble de ces opérations ont été réalisées dans l'objectif du respect des seuils de tolérance relatif à la gestion du risque de taux.

L'enregistrement de ces opérations s'effectue conformément aux principes définis par le règlement ANC 2014-03. Le montant notionnel de l'instrument est comptabilisé en hors bilan. Le CFCAL-Banque n'a effectué que des opérations de microcouverture. Les opérations répertoriées en microcouverture ont pour objet de couvrir le risque de taux d'intérêt affectant un élément, ou un ensemble d'éléments homogènes identifiés dès l'origine.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits en compte de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément, ou de l'ensemble homogène couvert.

Au 31 décembre 2025, le portefeuille de swaps du CFCAL-Banque est composé de 35 opérations composées de :

- 12 Swaps prêteurs pour un total de 580M€
- 23 Swaps emprunteurs pour un total de 1 045M€

Et souscrits sur des maturités allant de 1 à 24 ans.

13. Mise à jour loi de Remboursement Anticipée

CFCAL a mis à jour sa loi sur les Remboursement Anticipée de ses crédits au cours de l'exercice 2025 L'unique loi historique applicable à l'ensemble des gammes se décline désormais par gamme.

Comptablement, cette mise à jour se traduit par l'enregistrement d'un écart de Valeur Actualisée en PNB (catch up method) matérialisant le changement d'estimation des flux futurs de trésorerie.

14. Cession de créances.

Une cession de 3 portefeuilles de prêts non performants a été réalisée sur l'exercice 2025 pour un prix de 4,3M€.

Ce prix de vente a été réparti en Coût du risque pour 2.5M€ (pour couvrir le passage en créances irrécouvrables non provisionnées des créances cédées) et en autre produit d'exploitation bancaire (PNB) pour 1,8M€ (montant de la plus-value)

15. Impôt sur les bénéfices.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat comprend l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôts effectivement utilisés.

16. Intégration fiscale.

Le CFCAL-Banque faisait partie du périmètre du groupe d'intégration fiscale Crédit Mutuel Arkéa de 2023 à 2024. Le CFCAL-Banque n'en fait plus parti depuis le 1^{er} janvier 2025, à la discrétion du Groupe.

17. Hors Bilan.

Au 31.12.25, notre Hors Bilan est composé de différents engagements

Les **engagements reçus** déclinés en :

1. Engagement **de financement** soit l'autorisation de découvert sur notre compte bancaire Arkea
2. Engagement de **Garantie** constituées notamment des valeurs hypothécaires, cautions et nantissements donnés en garantie des prêts
Le CFCAL retient les dernières valeurs connues au 31.12.
 - o Révision annuelle de la Valeur Vénale de notre stock de garanties hypothécaires : Application d'une décote de prudence de 3.2% liée à l'application de la méthodologie groupe pour le calcul d'une valeur prudente (CRR3)

Les **engagements donnés** déclinés en :

1. Engagements **de financement** envers la clientèle, constitués des offres de crédits soumises au client en attente d'acceptation
2. Engagements **en faveur des établissements de crédits**, composé essentiellement de nos prêts collatéralisés auprès du Groupe. Ces prêts sont plus spécifiquement mis en garantie auprès de l'entité Arkéa Home Loans SFH depuis août 2024

Pour rappel, CFCAL est entré en 2024 dans le process de collatérisation de prêts mis en place auprès de Arkéa Home Loans SFH. Dans ce cadre, un avenant au contrat a été signé en août 2024 précisant les termes et conditions s’appliquant aux garanties données.

Ce mécanisme permet à CFCAL de mettre en garantie des prêts auprès du Groupe en contrepartie d’emprunts numéraires. En cas de défaillance du CFAL, le Groupe peut ainsi conserver ces prêts afin de se dédommager.

Au 31.12.2025, les prêts « collatérés » représentent 983 M€ (692 M€ au 31.12.2024). En contrepartie de cette garantie, une commission est versée à CFCAL pour 3 504 K€ en 2025 (879 K€ en 2024). Le calcul de cette commission est réalisé conformément au contrat trimestriellement au niveau du groupe et réparti entre les différentes entités en fonction des actifs remis en garantie.

Enfin, Les engagements **sur instruments financiers à terme** sont constitués des Swaps de taux souscrits en lien avec notre stratégie de gestion de Bilan.

18. Consolidation.

Le CFCAL-Banque est consolidé dans le groupe Crédit Mutuel Arkéa.

IDENTITE DE LA TETE DE GROUPE :

Crédit Mutuel ARKEA
Siret : 775 577 018 02412
Siège social : 1 rue Louis Lichou 29808 BREST Cedex 9

Les états financiers consolidés sont établis au siège de l’entreprise et peuvent être obtenus à l’adresse ci-dessus

IV. — Annexes au bilan et hors-bilan.

A1. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d’Euros)	2025		2025	2024
	Brut	Dépréciations	net	net
Créances sur les établissements de crédit	288 642	0	288 642	258 398
Comptes ordinaires débiteurs (1)	87 606	0	87 606	62 946
Comptes et Prêts à Terme (2)	200 811		200 811	195 000
Divers	225		225	452
<i>(1) La trésorerie du CFCAL est gérée à travers différents comptes qui présentent les soldes suivants au 31.12.2025 : 1) France : BNP, pour le suivi de l'activité France : 43,7 m€ - CMA1, pour l'ensemble des opérations de refinancement auprès de la maison mère Arkéa: 37,2m€- CMA2, pour le suivi spécifique de l'activité RAC Conso : 0,7m€2) Belgique : - CMA Bank-Belgium sur lequel transite le refinancement et le paiement des échéances pour la succursale- Fortis, pour le suivi de l'activité belge : 6,1m€</i>				
<i>(2) Remplacement de fonds empruntés sous forme de tiers 2/SNP conformément à notre stratégie ALM</i>				
<i>(2) Intègre également depuis 2025 la réserve obligatoire demandée par le groupe et mise à jour trimestriellement : 5,8M€ au 31/12/2025</i>				

A1. – Ventilation des créances selon la durée résiduelle

(En milliers d’Euros)	durée inférieure à 3 mois	durée comprise entre 3 mois & 1 an	durée comprise entre 1 an & 5 ans	durée supérieure à 5 ans	Provision	Total Net 2024	Total Net 2023
Créances sur les Ets de crédit						288 642	258 398
A vue (taux variable)							
Comptes ordinaires débiteurs	87 606					87 606	62 946
Divers	225					225	452

A2. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2025		2025	2024
	Brut	Dépréciations	net	net
Operations avec la clientèle (1)	7 053 503	57 523	6 995 980	6 826 253
Autres concours a la clientèle	7 053 503	57 523	6 995 980	6 826 253
Créances saines	6 767 417	0	6 767 417	6 619 308
Crédits de trésorerie	1 566 590	0	1 566 590	1 346 415
<i>Dont RAC Conso</i>	693 896			
Crédits à l'équipement	0	0	0	0
Crédits à l' habitat	4 845 622	0	4 845 622	4 938 551
Autres crédits à la clientèle	355 205	0	355 205	334 342
Créances douteuses	225 525	29 067	196 459	182 850
Crédits de trésorerie	45 890	15 638	30 252	30 903
<i>dont RAC Conso</i>	20 042			
Crédits à l'équipement	0	0	0	0
Crédits à l' habitat	162 632	9 832	152 800	136 700
Autres crédits à la clientèle	17 003	3 596	13 407	15 247
Créances douteuses compromises	47 031	28 457	18 575	10 469
Crédits de trésorerie	22 805	19 814	2 991	3 137
<i>dont RAC Conso</i>	21 413			
Crédits à l'équipement	0	0	0	0
Crédits à l' habitat	20 572	5 189	15 383	8 731
Autres crédits à la clientèle	3 654	3 453	200	-1 399
Créances rattachées	13 529	0	13 529	13 626
<i>(1) Dont 122 M€ d'encours bruts restructuré en 2025 (contre 113 M€ en 2024)</i>				

A2. – Ventilation des créances selon la durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	Durée inférieure à 3 mois	Durée comprise entre 3 mois & 1 an	Durée comprise entre 1 an & 5 ans	Durée supérieure à 5 ans	Provision	Total Net 2025	Total Net 2024
Operations avec la clientèle	168 898	296 001	1 598 770	4 989 834	-57 523	6 995 980	6 826 253
Autres concours a la clientèle							
Crédits à l'équipement	0	0	0	0		0	0
Crédits à l' habitat	70 953	187 792	1 041 760	3 545 117		4 845 622	4 938 551
Autres crédits à la clientèle	5 341	11 636	61 167	277 062		355 205	334 342
Créances douteuses /douteuses compromises	47 489	14 909	62 308	147 850	-57 523	215 033	193 319
Créances rattachées	13 529					13 529	13 626

A2. – Dépréciations opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	Début d'exercice Banque 2025	Dotations	Reprises			Fin d'exercice 2025
			montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	montants en capitaux propres	
Opérations avec la clientèle						
Créances douteuses						
Crédits de trésorerie	33 167	17 173	9 085	5 790		35 464
dont RAC-Conso	34 338	14 743	8 206	0		40 875
Crédits à l'équipement		0	0	0		
Crédits à l'habitat	11 943	10 758	1 167	6 535		15 000
Autres crédits à la clientèle	8 661	2 320	1 574	2 348		7 059
Dotation	0	0	0	0	0	0
Total dépréciations créances	53 771	30 251	11 826	14 672	0	57 523
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Total opérations avec la clientèle	53 771	30 251	11 826	14 672	0	57 523

A3. – Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'Euros)	Année 2025					
	Valeurs brutes au bilan	Créances rattachées	Provisions	Valeurs nettes au bilan	Plus-values latentes	Valeur de marché
Titres de placement						
Obligations et autres titres à revenu fixe				0	0	0
Total du portefeuille 2025	0	0	0	0	0	0
Total du portefeuille 2024	0	0	0	0	0	0

A4. – Tableau des filiales, participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Sociétés (En milliers d'Euros)	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en %	Valeurs comptables des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Parts dans les entreprises liées									
FILIALES (50% au moins du capital détenu par la Société)									
Parts entreprise liée - ARKEA				0					
Participation et autres titres détenus à long terme									
Titres de participation				968					
Titres de l'activité de portefeuille									

Le CFCAL n'a pas de contrôle exclusif ni d'influence dans aucune entreprise
Les titres de participation sont uniquement constitués d'un portefeuille de titres FGDR en lien avec le mécanisme de garantie des titres

A5. – Immobilisations corporelles et incorporelles.

(En milliers d'Euros)	Brut 31/12/24	Entrées de l'année 2025	Sorties de l'année 2025	Brut 31/12/25	Amortissement et Provisions (4)	Net 31/12/25
Immobilisations d' exploitation						
Immobilisations corporelles						
Terrains	172	0	0	172	0	172
Construction-gros-œuvre	1 293	0	0	1 293	631	662
Construction-installations générales/techniques/agencements	7 767	145	0	7 913	6 507	(1) 1 406
Construction-couverture façade	1 617	0	0	1 617	1 135	482
Matériel de bureau	130	3	0	133	127	5
Matériel informatique	1 717	188	28	1 877	1 698	(3) 179
Mobilier	660	12	0	673	522	151
Sous-total	13 357	348	28	13 677	10 621	3 057
Immobilisations corporelles en cours	48	0	48	0		(2) 0
Total	13 405	348	76	13 677	10 621	3 057
Immobilisations incorporelles						
Logiciels acquis	3 768	1 240	2	5 006	3 301	1 705
MOE/MOA	26 764	2 665	149	29 281	18 390	10 890
Brevet/Marque	12	0	0	12	7	5
sous-total	30 544	3 905	150	34 299	21 698	12 600
Immobilisations incorpo. en cours (MOE/MOA) (5)	2 944	3 513	2 700	3 757		3 757
Immobilisations incorpo en cours (logiciels)	481	0	481	0		0
Total	33 969	7 418	3 332	38 055	21 698	16 357
Total immobilisations d'exploitation	47 374	7 766	3 407	51 733	32 319	19 414
(1) en lien avec l'achèvement des travaux du 4ème étage au sein de notre siège rue du Dôme à Strasbourg						
(2) au 31/12/2025 toutes les immobilisations en cours ont été immobilisées.						
(3) absence de vente d'immobilisation sur l'exercice, uniquement des mises au rebut / renouvellement du parc informatique						
(4) Selon les instructions du groupe Arkéa, le CFCAL active les charges MOE/MOA (création de logiciels en interne) depuis le 1er juillet 2011 (cf. règles comptables)						

	Brut 31/12/24	Entrées de l'année 2025	Sorties de l'année 2025	Brut 31/12/25	Amortissement et Provisions (4)	Net 31/12/25
Immobilisations hors exploitation						
Immobilisations corporelles :						
Terrains	2	0	0	2	0	2
Construction-gros-œuvre	4	0	0	4	4	
Construction-installations générales/techniques/agencements	55	0	0	55	45	9
Construction-couverture façade	175	0	0	175	113	62
Mobilier	0	0	0	0	0	0
Sous-total	235	0	0	235	162	74
Immobilisations corporelles en cours						
Immeubles de placement	0			0	0	0
Total immobilisations hors exploitation	235	0	0	235	162	74
Total immobilisations incorporelles	33 969	7 418	3 332	38 055	21 698	16 357
Total immobilisations corporelles	13 640	348	76	13 913	10 782	3 130

A6. – Autres actifs

(En milliers d'Euros)	2025 brut	Provisions pour dépréciation	2025 net	2024 net
Créances sociales et fiscales	(1) 7 221		7 221	2 170
FDG dépôts titres/espèces/FRU	604		604	96
Débiteurs immobiliers	34		34	34
Stock immeubles acquis par adjudication	(2) 1 593	407	1 186	983
Débiteurs divers (fournisseurs avances...)	2 210		2 210	1 582
Groupement de fait	0		0	0
Total	11 662	407	11 256	4 865
<p>(1) Versement d'un acompte de 3,2M€ aux impôts sur les taxes épargnes de décembre 2025 (acompte à néant au 31/12/2024) Sortie du groupe d'intégration fiscale : les acomptes sont payés à CMA pour 4M€ (en créances fiscales) alors que la dette associée de 4,8M€ est constatée en dette vis-à-vis du FISC.</p> <p>(2) au 31 décembre 2025, le CFCAL détient 21 biens acquis par adjudication contre 20 au 31/12/2024</p>				

A7. – Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Charges constatées d'avance	778	782
Produit s à recevoir	(1) 2 360	2 851
Autres comptes de régularisation	(2) 979	1 168
Total	4 117	4 801
<p>(1) dont 2 091k€ de produit de couverture de Swap au 31/12/2025 (2 627k€ au 31/12/2024)</p> <p>(2) dont 1 008k€ sur un compte de migration relatif au traitement des mouvements de fonds sur l'activité Epargne (1 082k€ au 31/12/2024)</p>		

P1. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	2025 Net	2024 Net
Dettes envers les établissements de crédit	6 164 353	6 110 631
Dettes à vue (taux variable)	116	112
Autres comptes ordinaires créditeurs	0	0
Dettes rattachées	0	0
Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées)	116	112
Dettes à terme (taux variable)	6 164 236	6 110 519
Emprunts interbancaires C.M. ARKEA	6 104 287	6 058 952
Dettes rattachées	59 949	51 567
<p>En 2025 souscription de 17 prêts pour un nominal de 805 M€ pour la France et remboursements pour 781 M€ En 2025 souscription de 15 prêts pour un nominal de 46 M€ pour la Belgique et remboursements à hauteur de 25M€ Au 31/12/2025, le stock est constitué de 336 prêts pour 6 175 M€ ventilé comme suit : France : 265 contrats pour un encours de 5 972 M€ Belgique: 71 contrats pour un encours de 203 M€A noter que l'un de ces prêts concerne un emprunt Tiers 2 qui figure au sein des dettes subordonnées pour son capital soit 71 000K€</p>		

P1. – Ventilation des dettes selon la durée résiduelle

(En milliers d'Euros)	Durée inférieure à 3 mois	Durée comprise entre 3 mois & 1 an	Durée comprise entre 1 an & 5 ans	Durée supérieure à 5 ans	2025	2024
Dettes envers les établissements de crédit					6 164 353	6 110 631
Comptes et emprunts (taux variable)	262 156	500 752	2 420 732	2 920 647	6 104 287	6 058 952
Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées)	116	0	0	0	116	112
Dettes rattachées	59 949	0	0	0	59 949	51 567

P2. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'Euros)	2025 Net	2024 Net
Operations avec la clientèle	666 371	528 714
Comptes d'épargne à régime spécial	554 549	424 605
à vue	554 549	424 605
dettes rattachées	0	0
Comptes d'épargne à terme	107 351	100 740
DAT	105 980	99 620
dettes rattachées	1 371	1 120
Autres dettes	4 471	3 369
à vue (COMPTES ORDINAIRES clientèle)	0	0
divers clientèle	4 471	3 369
- dont compte de paiement PUMPKIN	68	72
- dont compte passage prêts - crédits trésorerie	2 692	1 926
- dont compte passage prêts - autres crédits à l'habitat	1 616	1 159
- dont compte passage prêts - autres crédits à la clientèle	95	211
Les dettes à la clientèle sont constituées de nos produits d'Epargne à savoir des Livrets non réglementés et des Comptes à Terme 1 à 5 ans.		

P2. – Ventilation des dettes selon la durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	Durée inférieure à 3 mois	Durée comprise entre 3 mois & 1 an	Durée comprise entre 1 an & 5 ans	Durée supérieure à 5 ans	2025	2024
Operations avec la clientèle					666 371	528 714
Comptes créditeurs de la clientèle	554 549				554 549	424 605
Comptes d'épargne à terme	3 073	8 669	94 157	80	105 980	99 620
Dettes rattachées	5 842				5 842	4 489

P3. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'Euros)	2025 Net	2024 Net
Dettes représentées par un titre	0	0
Emprunts obligataires non privilégiés		
Bons de caisse		
Dettes rattachées		

Le CFCAL-Banque n'a plus depuis mai 2020 de BMTN et d'obligations.

P3. – Ventilation des dettes selon la durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	Durée inférieure à 3 mois	Durée comprise entre 3 mois & 1 an	Durée comprise entre 1 an & 5 ans	Durée supérieure à 5 ans	2025	2024
Dettes représentées par un titre :					0	0
Emprunts obligataires						
Bons de caisse						
Dettes rattachées						

P4. – Autres passifs

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Primes reçues sur instrument conditionnels vendues		
Dépôt de garantie reçus sur instrument financiers	5	5
Etat	8 803 (1)	5 632
Impôts différés passifs	0	0
Rémunérations dues au personnel	2 270	2 217
Charges sociales	2 038	1 627
Versements sur titres restant à effectuer	0	0
Divers	6 257 (2) et (3)	4 728
Total	19 373	14 209
(1) Hausse de la dettes IS en lien avec la sortie du périmètre d'intégration fiscale Crédit Mutuel Arkéa en 2025- intègre également les taxes liées à l'activité d'Epargne		
(2) dont provision commission aux IOBSP pour 4,8M€ contre 3,3 M€ en 2024		
(3) A la clôture de l'exercice 2025 le solde fournisseurs se décomposait comme suit :		

	2025	%	2024	%
Non échu	-1	0%	52	0%
Echu entre 1 et 10 jours	28	15%	3	5%
Echu entre 10 et 30 jours	163	85%	88	61%
Echu entre 30 à 60 jours	5	3%	9	14%
Echu plus de 60 jours	-4	-2%	0	20%
Total	192	100%	151	100%

P5. – Comptes de régularisation – Passif

	2025	2024
Charges à payer	(1) 13 819	10 584
Autres comptes de régularisation	(2) 392	333
Total	14 210	10 917
(1) Dont 7,9 M€ de produits de couverture de Swap contre 6M€ au 31/12/2024		
(2) Flux épargne en attente de traitement		

P6. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	Début d'exercice Banque 2024	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2025
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés au cours de l'exercice	
Provisions pour litiges dossiers et litiges divers	2 247	1 332	72	110	3 397
Provisions engagement de financement B2	0	0		0	0
Provisions collectives (encours sensibles)	0	0		0	0
Provisions collectives (encours restructurés)	0	0		0	0
Provisions pour engagement de retraite :	0	0		0	0
Indemnités de fin de carrière	955	0		27	928
Primes d'ancienneté	502	0		7	495
Total	3 704	1 332	72	144	4 820
(1) Dont 124K€ de reprise provisions litiges clients et 58K€ de reprise sur les créances cédées					
(1) Les dotations de l'exercice sont les suivantes : - 486K€ pour risque de pénalité fiscale en lien avec des manquements de déclarations concernant l'épargne- 214 k€ concernant les cessions de créances- 471K€ de provision pour litiges clients					
(2) Depuis le 1er janvier 2016 la provision pour engagements sociaux est valorisée par la société SURAVENIR , prestataire du groupe ARKEA.					

P7. – Fonds pour risques bancaires généraux

(En milliers d'Euros)	Début d'exercice Banque 2024	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2025
			Montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	
Fonds pour risques bancaires généraux	19 036				19 036
Total	19 036	0	0	0	19 036
Provisions réglementées et subventions d'investissement					
Provisions pour investissement (1)	0			0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
(*) Les derniers mouvements sur ce fonds datent de 2006.					

P8. – Tableau de variation des capitaux propres (avant répartition).

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes	Réserves légales	Réserve Statutaire	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées et subvention d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2023	20 988	30 150	1 798	13 355	260 312	20 634	0	5 455	352 692
Affectation du résultat 2023			301		1 881			-2 182	
Dividendes versés au titre de 2023								-3 273	
Résultat exercice 2024								5 304	
Autres variations									
Solde au 31/12/2024	20 988	30 150	2 099	13 355	262 193	20 634	0	5 304	354 723
Affectation du résultat 2024					2 122			-2 122	
Résultat exercice 2025								9 731	
Autres variations					20 634	-20 634		0	
Solde au 31/12/2025	20 988	30 150	2 099	13 355	284 949	0	0	9 731	361 271

Le capital social est composé de 13 762 815 actions à 1,525 €

P7-P8. – Composition des fonds propres (avant répartition)

(En milliers d'Euros)	2025	variations	2024
Capitaux propres	361 271	6 548	354 723
Fonds pour risques bancaires généraux	19 036	0	19 036
Fonds propres	380 307	6 548	373 759

HB. – Hors Bilan.

(En milliers d'Euros)	Principales caractéristiques			31/12/2025	31/12/2024
	Date d'effet	Date d'échéance	Nature		
Engagements reçus :					
Engagements de financement				25 000	25 000
CM ARKEA	01/04/2025	31/03/2026	ligne de découvert autorisé	25 000	25 000
Engagements de garantie				6 288 030	6 136 924
Etablissements de crédit	07/03/2022	Reconduction annuelle tacite	CAUTION CMA	2 000	2 000
Assurance				137 739	131 959
Clientèle				6 148 290	6 002 965
Engagements donnés :				1 060 634	761 903
Engagements de financement			Engagement envers la clientèle	78 087	69 987
Engagements en faveur des établissements de crédits			Engagement envers CMA - Covered Bonds	982 548	691 916
Engagements sur instruments financiers à terme					
Opération de couverture				1 625 000	1 090 000

Note complémentaire : Exemption d'établir des comptes consolidés

Le CFCAL n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu de présenter des comptes consolidés.

A noter cependant, les comptes sociaux intègrent la succursale belge dont l'activité a démarré en 2018.

Ces derniers sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa

R1. – Intérêts et produits assimilés / Intérêts et charges assimilées.

(En milliers d'Euros)	Intérêts et produits assimilés		Intérêts et charges assimilées		Net	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts sur établissements de crédit	(1) 11 456	11 778	(2) 126 764	111 901	-115 308	-100 123
Commission de garantie de liquidités						
Intérêts sur instruments financiers à terme	(3) 17 753	21 892	(3) 20 539	18 885	-2 786	3 007
Intérêts sur opérations avec la clientèle	(4) 191 094	167 226	(5) 15 020	17 936	176 075	149 290
Intérêts s/oblig. et autres titres à revenu fixe						
Autres opérations						
Total	220 304	200 897	162 323	148 723	57 981	52 174

(1) Composé des intérêts issus de nos replacements, de nos comptes courant de trésorerie et des produits SFH

(2) composé des charges d'intérêts de nos lignes de refinancement
 (3) composé de nos intérêts sur swaps soumis à la fluctuation des taux
 (4) composé des produits d'intérêts générés par les crédits clients
 (5) composé des charges d'intérêts de nos produits d'Epargne dont 1 115K€ de commissions sur produits d'épargne pour 2025 (pour 731K€ en 2024 qui étaient comptabilisés en commissions - Note R3 - et non en charges d'intérêts)

R2. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes & produits assimilés sur titres de participation et autres titres détenus à long terme	0	0
Total	0	0

R3. – Commission

(En milliers d'Euros)	Commissions Produits		Commissions Charges		Net	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Commissions sur opérations avec la clientèle	940	1 394	20	18	920	1 376
Etalement commissions					0	0
Net commissions	940	1 394	20	18	920	1 376
Indemnités de remboursements anticipés	3 279	2 374	0	0	3 279	2 374
Diverses commissions	(1) 5 060	3 873	(2) 2 221	2 423	2 839	1 450
Total	9 279	7 641	2 241	2 441	7 038	5 199

(1) dont 4 639 K€ de ristournes de gestion diverses assurances en 2025 (3 871 K€ en 2024)

(2) En 2024, nous avons 731K€ de commissions sur produits d'épargne. En 2025, ces commissions sont enregistrées en charges d'intérêts (note R1) pour 1 115 K€

R4. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	Produits		Charges		Net	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Immeubles de placement	159	161	74	35	85	126
Revenus immeubles donnés en location	159	161	74	35	85	126
Plus-values cession immo incorp & corporelles	0	0	0	0	0	0
Cession adjudications marchand de biens	(1) 205	526	204	510	1	16
Cession de créances	1 802	798			1 802	798
Dotations-Reprise provisions créances cédées	58	251	214	58	-155	193
Produits /Charges divers litiges assignations	137	130	0	0	137	130
Net dotations et reprises provisions litiges assignations	124	495	467	212	-343	283
Net dotations et reprises provisions risques	(2)	468		143		325
Dotations aux amortissements immeubles de placement	0	0	21	21	-21	-21
Net dotations et reprises provision stock adjudications	68	231	81	295	-13	-64
Production immobilisée MOA/MOE	(3) 3 478	3 583	0	0	3 478	3 583
Autres charges et produits d'exploitation bancaire	0	0	73	24	-73	-24
Boni fusion					0	0
Charges refacturées-produits rétrocédés					0	0
Total	6 032	6 642	1 133	1 298	4 899	5 344

Modifications du net des dotations et reprises de provisions 2024 pour une meilleure lisibilité

(1) Vente en 2025 de 3 biens et acquisition de 4 biens

(2) Reprise en 2024 d'une provision risques qui avait été comptabilisé suite à contrôle de la DDPC

(3) Selon les instructions du groupe Arkéa, le CFCAL active les charges MOE/MOA (création de logiciels en interne) depuis le 1er juillet 2011 (cf. règles comptables)

R5-R6. – Charges générales d'exploitation dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements (1)	10 267	9 562
Charges sociales	4 578	4 166
<i>dont retraite</i>	801	709
Intéressement et participation (2)	1 696	2 014
Impôts et taxes afférentes	1 519	1 497
Frais de personnel	18 060	17 240
Impôts et taxes (3)	1 433	981
Services extérieurs et autres frais administratifs	18 461	17 382
Charges générales d'exploitation	37 954	35 603
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles (4)	3 415	2 947
Total Net	41 369	38 550

(1) Dont 157 K€ concerne la succursale Belge en 2025 contre 163 K€ en 2024
(1) Dont 357 K€ de prime partage valeur provisionné en 2024 en intéressement
(2) Dont reprise de 402 K€ d'intéressement 2024 non versé car atteinte des plafonds
(3) passage d'une provision de 486K€ pour risque de pénalités fiscales suite à un manquement dans le dépôt des déclarations liées à l'épargne
(4) Dont 450k€ de plus d'amortissement: logiciel et production interne en augmentation

R5. – Ventilation de l'effectif

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Cadres (1)	86	83
Techniciens (2)	123	122
Total	209	205

(1) Il s'agit de l'effectif au 31/12/2025. Dont 2 salariés pour l'établissement belge
(2) Il s'agit de l'effectif au 31/12/2025. Dont 0 salarié pour l'établissement belge
La rémunération globale allouée aux membres du Conseil de Surveillance est de 19 030 €
Le montant global des rémunérations brutes directes et indirectes versées aux membres du Directoire, dirigeants effectifs de CFCAL s'élève à 665 455 €.

R7. – Coût du risque

(En milliers d'Euros)	Dotations aux provisions et aux dépréciations		Reprises de provisions et de dépréciations		Net	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Risques sur créances douteuses	22 579	19 826	19 090	9 793	3 489	10 033
Provision collective sur encours sain	0	0	0	0	0	0
Provision dite "filrière surendettement"	0	0	0	0	0	0
Risque divers	1	0	0	0	0	0
Sous-total	22 580	19 827	19 091	9 793	3 489	10 034

(En milliers d'Euros)	Créances irrécouvrables		Rentrées sur créances amorties		Net	
Créances douteuses	12 855	5 214			12 855	5 214
Divers			2 533	405	-2 533	-405
	12 855	5 214	2 533	405	10 322	4 809
Total cout du risque	35 434	25 041	21 623	10 198	13 811	14 843

(1) Un coût du risque en baisse de -1M€ en 2025 et qui s'établit à 13,811M€

R8. – Gains / Pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'Euros)	Produits		Charges		Net	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Plus/moins-valeurs immobilisations exploitations	0	0	84	5	-84	-5
Plus/moins-valeurs immobilisations placements			0	0	0	0
Total	0	0	84	5	-84	-5

R9. – Résultat exceptionnel

(En milliers d'Euros)	Produits exceptionnels		Charges exceptionnelles		Net	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Subvention d'équilibre	0	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

R10. – Impôt sur les sociétés.

(En milliers d'Euros)	2025	2024
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (1)	14 653	9 319
Impôts courants	4 789	3 910
C.S.B.	133	104
Charge totale d'impôts courants	4 922	4 014
(1) En 2025, le résultat courant avant impôt s'élève à 14,653 M€ dont 15,176M€ pour la France et -0,523M€ pour la Belgique (1) En 2024, le résultat courant avant impôt s'élevait à 9,319 M€ dont 9,488M€ pour la France et -0,170M€ pour la Belgique		

B. — Affectation du résultat

Le Compte de Résultat au 31 décembre 2025 présente	
Un solde bénéficiaire de	9 730 851,77 €
Nous vous proposons de distribuer un	
Dividende Total	5 838 511,06 €
soit 60% du résultat net	
Les 40% restant seront affectés à la réserve facultative	3 892 340,71 €

Les montants mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

	Nombre d'actions	Masse distribuée en €	Dividende net par action en €
Exercice 2022	3 660 850	15 405 498,69	4,21
Exercice 2023	13 762 815	3 273 052,60	0,24
Exercice 2024	13 762 815	3 182 606,07	0,23

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux.
 (Exercice clos le 31 décembre 2025)

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE BANQUE
 1 Rue du Dôme,
 67000 Strasbourg

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE BANQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

Pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit :
Rapport relatif à la protection des avoirs en instruments financiers des clients des prestataires de services d'investissement

Pour le cabinet Deloitte & Associés :
Rapport relatif à la protection des avoirs en instruments financiers des clients des prestataires de services d'investissement

Observation. — Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2023-03.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— **Dépréciation des crédits sur une base individuelle** :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les prêts et les créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine à une perte potentielle si ses clients s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine Banque comptabilise des dépréciations destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Les principes comptables d'évaluation des dépréciations individuelles sont présentés dans la partie « Risque de crédit et constitution des dépréciations » de l'annexe aux comptes annuels. Les dépréciations sont déterminées, dossier par dossier à partir d'une estimation de la perte probable. Ces provisions font appel au jugement de la Direction en particulier sur la valeur de la garantie à prendre en compte dans l'évaluation du risque de crédit dans un contexte immobilier qui demeure incertain.</p> <p>Par ailleurs, le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine Banque a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations des encours douteux.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations pour créances douteuses constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles font appel au jugement et aux estimations de la direction en particulier dans le contexte macro-économique actuel.</p> <p>Au 31 décembre 2025, le montant des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 225,5 millions d'euros pour les créances douteuses et 47 millions d'euros pour les créances douteuses compromises, le montant des provisions associées s'élève respectivement à 29,1 millions d'euros et 28,5 millions d'euros comme précisé dans la note A2 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne mis en place par la Banque et avons testé les contrôles clés manuels et informatisés relatifs à l'identification du risque de crédit et à l'évaluation des dépréciations individuelles.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">— Nous avons rationalisé l'évolution des créances douteuses et les dépréciations affectées sur les portefeuilles de crédit du Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine Banque— Nous avons apprécié les changements méthodologiques retenus dans le calcul de la provision pour l'exercice audité— Nous avons testé, sur la base d'un échantillon de crédits, les principaux critères appliqués pour la classification en encours douteux ainsi que les hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations afférentes ;— Nous avons apprécié les estimations de la Direction sur la valeur des sûretés immobilières prises en compte dans le calcul de la perte provisionnelle.— Nous avons validé la correcte implémentation des règles de provisionnement automatique dans le système d'information de la Banque. <p>Nous avons examiné également les informations quantitatives et qualitatives présentées dans les annexes aux comptes annuels relatives au risque de crédit.</p>

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

— **Désignation des commissaires aux comptes** : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE BANQUE par votre assemblée générale du 12 mai 2025 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 12 mai 2025 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 1^{ère} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 13^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

— **Objectif et démarche d'audit** : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les

- comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil de surveillance figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil de surveillance la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 22 avril 2026
Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :
Pierre CLAVIE

Deloitte & Associés :
Jean-Vincent COUSTEL

D. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la société – 1, rue du Dôme – 67000 STRASBOURG.